



**LETTRE
DU COMITÉ
NATIONAL
FRANÇAIS**

N° 16 OCTOBRE 1994
ISSN 0759-7355

ÉDITORIAL

L'événement marquant de cette rentrée pour notre comité sera le congrès « Les musées des départements français d'Amérique » qui se tiendra à Fort-De-France du 14 au 18 novembre prochain à l'occasion de notre première Assemblée Générale outre-mer. En faisant ce pari, nous ne mésestimons pas les problèmes économiques que poserait une telle réunion. Le bureau du comité français a malgré tout choisi de répondre favorablement à l'invitation de nos collègues de Martinique. Ceci pour deux raisons :

- La politique muséale dans ces régions d'Amérique est en plein essor grâce aux efforts conjugués de l'État et des collectivités territoriales. La Direction des Musées de France et les collectivités territoriales de Martinique nous ont apporté un soutien significatif – dans une période particulièrement difficile – montrant l'importance qu'elles accordent aux musées de ces pays.

- A l'heure où la francophonie connaît les difficultés que l'on sait - même au sein de notre Organisation comme en témoigne la lettre adressée au président de l'ICOM par le bureau (voir p. 7) – il nous a semblé opportun de réaliser un congrès français en Amérique. Cette initiative a d'ailleurs été saluée par de nombreux collègues d'Amérique... du Sud et d'Amérique centrale.

La XVII^e Conférence Générale de l'ICOM se tiendra en juillet prochain à Stavanger en Norvège. Là encore, il est important que les membres du comité français soient nombreux à ce rendez-vous où se mesurera notre véritable influence. Deux français seront candidats au Conseil Exécutif qui sera élu à cette occasion. Vous trouverez dans cette lettre un texte de chacun expliquant le sens de son engagement. Je ne peux que vous inviter à les soutenir particulièrement dans les réunions de comités internationaux auxquelles vous participerez d'ici la Conférence Générale.

Pour mieux nous connaître, pour informer les nouveaux membres, nous publions dans ce numéro la liste des français membres de bureaux de comités internationaux. N'hésitez pas à prendre contact avec eux afin qu'ils vous apportent une information la plus complète sur le comité qui vous intéresse. Dans cet esprit une réunion de bureau élargie à tous les élus français de l'Organisation se tiendra au cours de l'hiver pour préparer dans les meilleures conditions la Conférence Générale. Plus vous serez nombreux à intervenir dans ce débat, mieux nous serons à même de répondre à vos demandes. Nous y reviendrons plus longuement dans une prochaine lettre.

En étroite liaison avec le Secrétariat Général nous apportons notre contribution à la réussite du programme triennal de l'ICOM. Ceci en participant aux réunions internationales mais aussi par nos propres réalisations, affirmant ainsi notre spécificité.

Des contacts, des projets, des réalisations sont en cours aussi bien avec nos partenaires traditionnels (pays de l'Est de l'Europe, Afrique de l'Ouest) qu'avec des institutions dynamiques nous proposant un partenariat : Université francophone d'Alexandrie, Handicap International... L'ICOM ne vit que si l'on s'en sert, il appartient donc à chacun d'être inventif, d'imaginer de nouvelles approches pour ce qui est sans cesse notre mission, le rayonnement des musées dans le monde.

Jean-Yves Marin

**CONSEIL EXÉCUTIF
DE L'ICOM 1992-1995**

- PRÉSIDENT :** **Dr. Saroj GHOSE**, Director General, National Council of Science Museums, Block GN, Sector V, Bidhan Nagar, CALCUTTA 700 091 (Inde)
Télex 021.4356 NCSM IN - 0217723 BITM IN - Télég. : MUSOSCIENCE - Fax : (91.33) 34.60.08
- VICE-PRÉSIDENTS :** **Prof. Dr. Patrick BOYLAN**, Head of Art Policy and Management, City University, Frabisher Crescent Level 12, Barbican, LONDON EC2Y 8BH (Royaume-Uni) - Tél. : (44.71) 477.87.50 Fax : (44.71) 477.88.87
- Dr. Vinos SOFKA** Head, Department of Co-ordination & Museum Development, Statens Historiska Museum, Box 5405, 114 84 STOCKHOLM (Suède) Tél. : (46.8) 783.94.00/57 Fax : (46.8) 667.65.78
- TRÉSORIER :** **Mme Marta DE LA TORRE**, The Getty Conservation Institute, 4503 B Glencoe Avenue, MARINA DEL REY, CA 90292-6537 (USA)
Tél. : (1.310) 822.22.99 Fax : (1.310) 821.94.09
- MEMBRES :** **M. Sid Ahmed BAGHLI**, CSI Bois de Boulogne, El Muradia, ALGER (Algérie)
Tél. : (213) 259.27.29
- Arq. Yani HERREMAN**, Av. Contreras n 475, Col. San Jeronimo Lidice, C.P. 10200 MEXICO 18, D.F. (Mexique)
Tél. : (52.5) 515.63.04 Fax : (52.5) 559.81.47
- Mme Nancy HUSHION** Hushion and Associates, 489 King Street West, Suite 303 TORONTO, Ont. M5V K2P 1L3 (Canada)
Tél. : (1.416) 351.02.16 Fax : (1.416.) 351.02.17
- Dr. Don Mc MICHAEL** C.B.E., P.O. Box 4, MONARO CRESCENT, ACT 2603 (Australie)
Tél. : (61.62) 95.14.36 Fax : (61.62) 39.65.72
- Mr. Manyando MUKELA** Director, Nayuma Museum, P.O. Box 96, LIMULUNGA, Mongu (Zambie) - Tél. : (07) 221 421
- Ex officio le Président du Comité consultatif :** **M. Jacques PEROT**, Directeur, Musée de l'Armée, Hôtel National des Invalides, 75007 PARIS (France)
Tél. : (33.1) 44.42.37.74. Fax : (33.1) 42.73.19.22

**BUREAU EXÉCUTIF
DU COMITÉ FRANÇAIS 1993-1996**

- Président :** Jean Yves MARIN, Conservateur au musée de Normandie, Caen
- Vice-président :** Michel VAN-PRAET, Professeur au Muséum national d'Histoire naturelle, Directeur du service de Muséologie, Paris
- Secrétaire général :** Catherine ARMINJON, Conservateur général de l'inventaire général à la Direction du Patrimoine, Paris
- Secrétaire général adjoint :** Françoise BAUGAND, Conservateur du musée de Douai
- Trésorier :** Charles PENEL, représentant l'Association des Musées et Centres pour le Développement de la Culture Scientifique, Technique et Industrielle (AMCSTI), Paris
- Trésorier adjoint :** Jean-Jacques EZRATI, Eclairagiste-conseil, Direction des Musées de France, Paris
- Membres élus :** Ségolène BERGEON, Directeur de l'Institut Français de Restauration des Œuvres d'Art, Paris
Simone BLAZY, Conseiller pour les musées, Direction Régionale des Affaires Culturelles du Nord-Pas-de-Calais, Lille
André DESVALLÉES, Conservateur général, Direction des Musées de France, Paris
Gérard GUILLOT-CHENE, Conservateur du Musée d'Evreux
Martine JAOUÏ, Conservateur, responsable du Musée National des Arts et Traditions populaires ; Paris
Evelyne LEHALLE, Adjoint au chef du département des Publics, Direction des Musées de France, Paris
Françoise WASSERMAN, Conservateur de l'Écomusée de Fresnes
- Membres de droit :** Jean-Pierre MOHEN, représentant le Directeur des Musées de France
Dominique VIEVILLE, représentant l'Inspection Générale des Musées
Geneviève BECQUART, Présidente de l'Association Générale des Conservateurs
Bernard SCHOTTER, représentant le Directeur des Affaires Culturelles de la Ville de Paris
N..., représentant le Directeur du Muséum national d'Histoire naturelle
Didier SCHULMANN, représentant le Président du Centre National d'Art et de la Culture Georges-Pompidou
Bernard BLACHE, représentant le Directeur du Palais de la Découverte
François BELLEC, Directeur du Musée de la Marine
Dominique FERRIOT, Directeur du Musée national des Techniques du CNAM
Inspection générale des musées d'Histoire naturelle : N...

142 NOUVEAUX MEMBRES EN 1994

8 Membres institutionnels :

Associations Paris-Musées, Paris
Electropolis, Musées de l'Énergie électrique, Mulhouse
Musée Bossuet, Meaux
Musée Curie, Paris
Musée de l'Assistance publique, Paris
Musée de la Musique, Paris
FRAC-Alsace, Strasbourg
Université Paris I – Maîtrise de sciences et techniques de conservation des biens culturels.

89 Membres individuels (durée mission) :

Florence Adam, restaurateur, Chantilly
Dominique d'Arnoult de Fleury, chargé de mission, Musée des Beaux-Arts, Caen
Laurence Bartoletti, documentaliste, Musée des Arts décoratifs, Paris
Marie-Claire Bataille-Benguigui, maître de conférence, Musée de l'Homme, Paris
Sabine Belloc, chargé de projet, Cité des Sciences et de l'Industrie, Paris
Philippe Benoist, responsable de l'audiovisuel, Musée Albert Kahn, Boulogne-sur-Seine
Jean-Louis Bigourdan, restaurateur, Paris
Corinne Bocquet, service administratif, Fondation Cartier, Paris
Dominique Botbol, chargé de projet, Cité des Sciences et de l'Industrie, Paris
Blandine Bouret, documentaliste, Musée de Montmartre, Paris
Agnès Bresson, chargé de recherche, Université Paris-Sorbonne
Flavio Capitulino, rentoileur d'œuvres d'art, Paris
Marc Casteignau, Ecomusée de la Grande Lande, Sabres
André Catillon, bureau de la programmation, Direction des Musées de France
Hana Chidiac, chargé d'études épigraphiques, Institut du Monde arabe, Paris
Elisabeth Clavé, chargé de l'Action culturelle, Musée national du Moyen-Âge, Paris
Bruno Cogourdant, Centre de recherche sur la culture et les musées, Faculté de sciences humaines, Dijon
Georges Condominas, Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales, Paris
Anne Courgnaud, FRAC-Limousin, Limoges
Fabienne Cousin, assistante au service de l'Action culturelle, Musée du Petit Palais, Paris
Stéphane Crevat, restaurateur, Lyon
Marie-France Crouail, assistante, Musée d'Art contemporain, Nîmes
Giulia Cuccinella-Briant, restaurateur, Paris
Jean-Paul Decoux, maître de conférence, Laboratoire de conservation des espèces, Muséum national d'Histoire naturelle, Paris
Bénédicte Delay, assistante, Musée d'Art contemporain, Nîmes
Christine Dessemme, adjointe du directeur, Ecomusée de la Basse-Seine, Notre-Dame-de-Bliquetuit
Valentine Dubard de Gaillarbois, restaurateur, Paris
Susannah Ellena, chargé des relations extérieures, Musée international de la Parfumerie, Grasse
Norbert Engel, chargé des affaires culturelles, Adjoint au Maire de Strasbourg
Serge Fauchereau, professeur, Institut des hautes Etudes en Arts plastiques, Paris
Catherine Ferbos, responsable des arts graphiques, The British Council, Paris
Nathalie Filser, chargé d'études et de recherches, Gestion des collections, Musée national d'art moderne, Paris

Dagmar Fregnac, chargé des relations Presse, Musée national d'Art moderne, Paris
Christine Giard-Thiéry, restaurateur de dessins, Valenciennes
Danielle Granqvist, service d'accueil, Préhistorama, Bidon
Bernard Guineau, ingénieur de recherche, Paris
Jean-Marc Heftler, Désert de Retz
Sybill Heftler, responsable du mécénat, Réunion des musées nationaux, Paris
Pascal Hetzler, pasteur, animateur théologique, Musée Oberlin, Waldersbach
Evelyne Hiard, chargé de médiation, Cité des Sciences et de l'Industrie, Paris
Adrian Himmelreich, directeur adjoint, Institut néerlandais, Paris
Daniel Jacobi, Centre de recherche sur la culture et les musées, Faculté de sciences humaines, Dijon
Véronique Jara Ron, Muséum national d'Histoire naturelle, Paris
Raphaëlle Jeune, assistant de conservateur, Musée d'Art moderne de la Ville de Paris
Claire Jullion, médiathèque d'histoire des sciences, Cité des Sciences et de l'Industrie, Paris
Jean-Louis Lacroix, Centre de recherche sur la culture et les musées, Faculté de sciences humaines, Dijon
Marie-Pierre Lahalle, Chargé de médiation, Cité des Sciences et de l'Industrie, Paris
Paule de Laitre, assistante de conservation, Union française des Arts du Costume, Paris
Hélène Lassalle, documentaliste, Muséum national d'Histoire naturelle, Paris
Emmanuelle Le Bail, direction des interventions, Musée de l'Île-de-France, Sceaux
Magda Le Donné, collaborateur scientifique, Musée départemental du Prieuré, Saint-Germain-en-Laye
Typhaine Le Foll, chargé de mission, animation pédagogique, Centre historique minier, Lewarde
Joëlle Lemaistre, responsable des Collections textiles, Institut du monde arabe, Paris
Laurent Lévi-Strauss, responsable Patrimoine culturel, Unesco/WHC, Paris
Annick Lionel-Marie, collections photographiques, Musée national d'Art moderne, Paris
Brigitte Lozza, secrétaire de documentation, Musée national des Arts et Traditions populaires, Paris
Laurence Maidenbaum, responsable des expositions itinérantes, Musée en herbe, Paris
Valérie Maillard, chargé de mission, Musée des Beaux-Arts, Blois
Bernard Mallet, Ministère de l'Intérieur, Paris
Cristina Menegazzi, Ecole nationale du Patrimoine, Paris
Catherine Metz, chargé de l'animation, Musée de la Monnaie, Paris
Anne Michaud, responsable du service culturel, Musée d'Art et d'Industrie, Saint-Etienne
Nathalie Naudi, documentaliste, Musée des Arts et Métiers, Paris
Sylvie Nicollin, responsable du service éducatif, Musée du Berry, Bourges
Marie-Christine Papillon, Laboratoire d'analyses, Institut français de Restauration des Œuvres d'art, Paris
Vincent Paradis, direction des expositions, Cité des Sciences et de l'Industrie, Paris
Chantal Pérès, Musée en herbe, Paris
Hélène Pinet, chargé des collections photos, Musée Rodin, Paris
Jean-Marc Providence, Cité des Sciences et de l'Industrie, Paris
Jacques Rebière, restaurateur, Draguignan
Côme Rémy, responsable du musée-conservatoire Hermès

Anne Reinbold, chargé de recherches CNRS, Centre d'Histoire des Sciences et des Doctrines, Villejuif
 Nicole Richy, chargé de mission, Centre Georges-Pompidou, Paris
 Nathalie Roche, Assistante au service d'Action culturelle, Musée du Petit-Palais, Paris
 Isabelle Sallé, assistante de direction, Musée en herbe, Paris
 Christine Sussingéas, assistante de direction, FRAC-Limousin, Limoges
 Claude-Hubert Tatot, responsable du service financier, Musée d'Art contemporain, Nîmes
 Jacques Terrière, responsable du marketing, Cité des Sciences et de l'Industrie, Paris
 Marie-Edith Tonelli, chargé de médiation, Cité des Sciences et de l'Industrie, Paris
 Michel Valière, chargé de mission, Musée national des Arts et Traditions populaires, Paris
 Catherine Varlot, régisseur, Musée départemental de la Préhistoire, Solotrè
 Léon Bavi Vilmont, responsable scientifique, Bibliothèque Nationale de France, Paris
 Vanda Vitali, Projet musée en images, Institut du Monde arabe, Paris
 Martine Volf, direction des expositions, Cité des Sciences et de l'Industrie, Paris
 Anne Von Furstenberg, directeur, Centre national d'Art contemporain, Grenoble
 Anne Gaugue, Université Paris VIII (10 %)
 Catherine Ollier, Smithsonian Institute, Paris (10 %)
 Xavier Perrot, Université Paris VIII (10 %)
 Thierry Soulard, Université Paris IV (10 %)

37 Membres individuels (permanents) :

Nathalie Abou-Isaac, conservateur, Direction des musées de Marseille
 Georges Barbier-Ludwig, conservateur, Musée de l'École de Nancy
 Hubert Bari, conservateur, Minéralogie, Université de Strasbourg
 Béatrice Beha, conservateur, Artothèque du Musée de Saint-Germain-en-Laye
 Nadine Besse, conservateur, Musée d'Art et d'Industrie, Saint-Etienne
 Alain Bidar, conservateur, Muséum d'histoire naturelle, Nice
 Bernard Blistène, conservateur, directeur des musées de Marseille
 Nadia Bonini, conservateur, Musée de Saint-Maur
 Dominique Cante, conservateur, Musée des Beaux-Arts, Bordeaux
 Sylvie Carlier, conservateur, Musée de la Chartreuse, Douai
 Virginie Caudron, conservateur, Musée du Dessin et de l'Estampe originale, Gravelines
 Cécile Dupeux, conservateur, Musée de l'Œuvre Notre-Dame, Strasbourg
 Dominique Forest, conservateur, Musée de Vallauris
 Marie-Cécile Forest, conservateur, Château de Blois
 Françoise Gaborit, conservateur, Musée national des Monuments français, Paris
 Clara Gelly-Saldias, conservateur, Musée des Beaux-Arts, Nancy
 Ralph Grossmann, conservateur, Musée du Costume, Paris
 Catherine Guiyot-Harold, conservateur, Ecomusée de Saint-Quentin en Yvelines
 Dominique Heckenbener, conservateur, Musée du pays de Sarrebourg
 Eleonore Jaulin, conservateur, Musée de l'Île-de-France, Sceaux
 Marie-Hélène Joly, conservateur, Inspection générale des Musées, Paris
 Janine de Lanfranchi, conservateur, Musée de l'Alta Rocca, Levie
 Nathalie Leleu, conservateur, Musée national d'Art moderne, Paris
 Pierre-Yves Le Pogam, conservateur, Musée national du Moyen-Âge, Paris

Yannick Lintz, conservateur, Musée des Beaux-Arts, Agen
 Anne Maillard, conservateur, Musée de la Céramique architecturale, Auneuil
 Camille Morineau, conservateur, Musée d'Art moderne de la ville de Paris
 Eddie Nackché Bendi, conservateur, Musée historique de Mulhouse
 Christine Plocienak, conservateur, Conseil général des Deux-Sèvres
 Bernadette Porday, conservateur, Musée du Petit Palais, Paris
 Barbara Puccini, conservateur, Château de Blois
 François Rodriguez-Loubet, conservateur, service régional de l'archéologie de Martinique
 Dominique Taffin, conservateur, Musée national des Arts et Traditions populaires, Paris
 Frédérique Thomas-Maurin, conservateur, Musée des Beaux-Arts et de l'Archéologie, Besançon
 Jean-François Tournepiche, conservateur, Musée d'Angoulême
 Dominique Vingtain, conservateur, Palais des Papes, Avignon
 Sophie Weygand, conservateur, Conservation départementale des musées du Maine-et-Loire.

7 Membres bienfaiteurs :

Monique Barbier, historienne d'art, GRAHAL, Paris
 Carol Geismar, mécénat culturel au Cambodge et réhabilitation du musée d'art Cham à Danang
 Thomas Michael Gunther, conseil en information et documentation, Paris
 Jérôme Habersetzer, architecte, Strasbourg
 Laurent Laidet, muséographe, MNES Etudes, Chagny
 Christian Menu, architecte, Paris
 Josiane Podsiadlo-Wittmer, consultant, Sarrebourg
 Carla Esposito, membre du comité italien, a demandé son transfert au comité français.

RÉPERTOIRE 1994 DE MEMBRES DU COMITÉ FRANÇAIS

Ce répertoire publié à l'occasion de la Journée internationale des musées 1994 a été accueilli comme un outil de travail très utile par les membres de l'ICOM et a permis une mise à jour importante de notre fichier.

Nous présentons toutes nos excuses à ceux et celles qui ont été victimes d'erreurs. Nous avons pris bonne note des corrections à faire dans la prochaine édition qui sera encore plus précise si vous pensez à nous tenir informés de vos éventuels changements d'adresse ou de fonction.

COMITÉS INTERNATIONAUX

Le comité national français souhaite encourager la participation active de ses membres aux activités des comités internationaux.

Dans ce but, et à l'occasion de réunions annuelles des comités, il attribue quelques aides financières (dont le montant est généralement voisin du coût de l'inscription ou du transport) et demande au bénéficiaire un court compte rendu de sa participation.

Les dates et lieux des réunions des comités internationaux sont connus un an à l'avance et publiés dans le calendrier des Nouvelles de l'ICOM.

Les demandes d'aide aux réunions devront nous parvenir avant le 15 mai prochain au secrétariat pour l'exercice 1995.

LES FRANÇAIS ELUS DANS LES BUREAUX DES COMITÉS INTERNATIONAUX

Il existe actuellement 24 Comités Internationaux : 17 d'entre eux ont élu des français membres de leur bureau.

| | |
|---|--|
| Archéologie et Histoire (ICMAH) | Jean-Yves Marin (Secrétaire) Michèle Périssère (Trésorier) Catherine Arminjon (Vice-président) |
| Arts appliqué (ICAA) Art moderne (CIMAM) Audiovisuel et nouvelles technologies de l'image et du son (AVICOM) | Suzanne Pagé (Trésorier) Claude-Nicole Hocquard (Secrétaire) Jean-Marcel Humbert (Trésorier) |
| Beaux-Arts (ICFA) | Françoise Baligand Irène Bizot Viviane Huchard (Trésorier) Jacques Kuhnunch (Secrétaire) William Mourey Françoise Tétart-Vittu Dominique Piot-Morin (Vice-président) |
| Conservation Costume Documentation (CIDOC) Education et Action culturelle (CECA) Ethnographie (ICME) Littérature (ICLM) Musées régionaux (ICR) Muséologie (ICOFOM) | Catherine de Bourgoing (Trésorier) Teresa Battesti Judith Meyer-Pefit Jean-Jacques Bertaux Mathilde Bellaigue (Secrétaire) André Desvallées (Vice-président) |
| Sciences et Techniques (CIMUSET) Sciences naturelles Sécurité (ICMS) Verre | Dominique Ferriot (Trésorier) Michel Van-Proët (Secrétaire) Serge Leroux Catherine Vaudour |

STAVANGER 1995 DEUX FRANÇAIS CANDIDATS AU CONSEIL EXÉCUTIF

Catherine Arminjon

Membre du Comité français de l'ICOM depuis de nombreuses années, élue au Bureau et Secrétaire générale du Comité français depuis cinq ans, représentant le Comité français à la Commission française de l'UNESCO, je m'intéresse aux nombreux aspects des activités nationales et internationales de l'ICOM.

Dès le début de mon appartenance au Bureau du Comité français, j'ai été chargée de continuer les échanges avec les Comités de l'ICOM des anciens pays de l'Est en recevant et envoyant chaque année un professionnel des musées de Pologne, Tchécoslovaquie, ex-URSS et Hongrie. J'appartiens depuis le début de mon engagement à l'ICOM au comité international des Arts Décoratifs. Depuis l'Assemblée générale de Québec, j'ai été élue au bureau de ce Comité, en tant que Vice-Président.

Travaillant depuis vingt cinq ans dans le domaine du patrimoine à l'Inventaire général en tant que conservateur du Patrimoine, ma spécialité est celle des objets mobiliers, spécialité très proche, voire identique, à celle des conservateurs des collections muséales. Ayant toujours collaboré très étroitement avec les musées, tant avec les conservateurs qu'avec les collections et leur documentation, il paraît de plus en plus évident que ce travail sur l'ensemble de ces patrimoines doit être fait et pensé en commun, au moment où les collectivités territoriales créent des fonctions de conservation du patrimoine et des musées. Contrairement à la majorité des pays, en France l'administration des musées est séparée de celle du Patrimoine, ce dernier couvrant, rappelons-le, l'archéologie, l'ethnologie, les monuments historiques et l'inventaire, mais cela n'a aucune raison d'avoir une influence sur le contenu des tâches et de la réflexion. Mon travail a porté sur la méthodologie, l'étude, l'analyse, la recherche et la documentation sur les objets d'art et les objets mobiliers. On sait aujourd'hui l'importance qui doit être donnée par tous, à la connaissance de ces objets, leur inventarisation, leurs photographies, leur conservation, afin de parer à la catastrophe internationale que sont les vols de toutes sortes. Nous devons travailler tous ensemble à constituer des outils permettant d'empêcher ces vols et de retrouver le patrimoine volé, que ce soit dans les musées, les églises, les cathédrales, les collections publiques et privées.

Je m'engage à suivre toutes les activités prévues dans le cadre des grands programmes de l'ICOM, en veillant à ce que le code de déontologie soit toujours le fil conducteur au moment où des tentations variées peuvent toucher les programmes, les professionnels et les institutions.

Je suis les travaux menés dans différents pays, liés aux mêmes activités d'inventaire du patrimoine muséal ou autre et participe à la mise au point de documents méthodologiques et de vocabulaires des termes d'histoire de l'art, permettant d'être traduits dans d'autres langues en vue d'échanges de données au niveau international.

Note aux « étourdis »

Pensez à vérifier
si la **vignette 1994** est bien
sur votre carte !
Le montant de la cotisation est
de **285 F**.

Les informations et documents
ne seront désormais plus
adressés aux membres n'ayant
pas acquitté leur cotisation
depuis plus d'un an.

LES FRANÇAIS ELUS DANS LES BUREAUX DES COMITÉS INTERNATIONAUX

Il existe actuellement 24 Comités Internationaux : 17 d'entre eux ont élu des français membres de leur bureau.

Archéologie et Histoire (ICMAH)

Jean-Yves Marin (Secrétaire)

Michèle Périssère (Trésorier)

Arts appliqué (ICAA)
Art moderne (CIMAM)

Catherine Arminjon (Vice-président)

Suzanne Pagé (Trésorier)

Audiovisuel et nouvelles technologies de l'image et du son (AVICOM)

Claude-Nicole Hocquard (Secrétaire)

Jean-Marcel Humbert (Trésorier)

Beaux-Arts (ICFA)

Françoise Baligand

Irène Bizot

Viviane Huchard (Trésorier)

Jacques Kuhnunch (Secrétaire)

William Mourey

Françoise Tétart-Vittu

Dominique Piot-Morin (Vice-président)

Conservation

Costume

Documentation (CIDOC)

Education et Action culturelle

(CECA)

Ethnographie (ICME)

Littérature (ICIM)

Musées régionaux (ICR)

Muséologie (ICOFOM)

Catherine de Bourgoing (Trésorier)

Teresa Battesti

Judith Meyer-Petit

Jean-Jacques Bertaux

Mathilde Bellaigue (Secrétaire)

André Desvallées (Vice-président)

Sciences et Techniques

(CIMUSET)

Sciences naturelles

Sécurité (ICMS)

Verre

Dominique Ferriat (Trésorier)

Michel Van-Praët (Secrétaire)

Serge Leroux

Catherine Vaudour

STAVANGER 1995 DEUX FRANÇAIS CANDIDATS AU CONSEIL EXÉCUTIF

Catherine Arminjon

Membre du Comité français de l'ICOM depuis de nombreuses années, élue au Bureau et Secrétaire générale du Comité français depuis cinq ans, représentant le Comité français à la Commission française de l'UNESCO, je m'intéresse aux nombreux aspects des activités nationales et internationales de l'ICOM.

Dès le début de mon appartenance au Bureau du Comité français, j'ai été chargée de continuer les échanges avec les Comités de l'ICOM des anciens pays de l'Est en recevant et envoyant chaque année un professionnel des musées de Pologne, Tchécoslovaquie, ex-URSS et Hongrie. J'appartiens depuis le début de mon engagement à l'ICOM au comité international des Arts Décoratifs. Depuis l'Assemblée générale de Québec, j'ai été élue au bureau de ce Comité, en tant que Vice-Président.

Travaillant depuis vingt cinq ans dans le domaine du patrimoine à l'Inventaire général en tant que conservateur du Patrimoine, ma spécialité est celle des objets mobiliers, spécialité très proche, voire identique, à celle des conservateurs des collections muséales. Ayant toujours collaboré très étroitement avec les musées, tant avec les conservateurs qu'avec les collections et leur documentation, il paraît de plus en plus évident que ce travail sur l'ensemble de ces patrimoines doit être fait et pensé en commun, au moment où les collectivités territoriales créent des fonctions de conservation du patrimoine et des musées. Contrairement à la majorité des pays, en France l'administration des musées est séparée de celle du Patrimoine, ce dernier couvrant, rappelons-le, l'archéologie, l'ethnologie, les monuments historiques et l'inventaire, mais cela n'a aucune raison d'avoir une influence sur le contenu des tâches et de la réflexion. Mon travail a porté sur la méthodologie, l'étude, l'analyse, la recherche et la documentation sur les objets d'art et les objets mobiliers. On sait aujourd'hui l'importance qui doit être donnée par tous, à la connaissance de ces objets, leur inventarisation, leurs photographies, leur conservation, afin de parer à la catastrophe internationale que sont les vols de toutes sortes. Nous devons travailler tous ensemble à constituer des outils permettant d'empêcher ces vols et de retrouver le patrimoine volé, que ce soit dans les musées, les églises, les cathédrales, les collections publiques et privées.

Je m'engage à suivre toutes les activités prévues dans le cadre des grands programmes de l'ICOM, en veillant à ce que le code de déontologie soit toujours le fil conducteur au moment où des tentations variées peuvent toucher les programmes, les professionnels et les institutions.

Je suis les travaux menés dans différents pays, liés aux mêmes activités d'inventaire du patrimoine muséal ou autre et participe à la mise au point de documents méthodologiques et de vocabulaires des termes d'histoire de l'art, permettant d'être traduits dans d'autres langues en vue d'échanges de données au niveau international.

Note aux « étourdis »

Pensez à vérifier
si la **vignette 1994** est bien
sur votre carte !
Le montant de la cotisation est
de **285 F.**

Les informations et documents
ne seront désormais plus
adressés aux membres n'ayant
pas acquitté leur cotisation
depuis plus d'un an.

Dans le cadre des activités méthodologiques, j'ai également, dès l'origine de l'Inventaire, participé à la mise au point de la normalisation de la description des œuvres en vue de l'informatisation de la documentation ; c'est aussi la raison pour laquelle j'appartiens au Comité international pour la documentation de l'ICOM, le CIDOC, et y suit la réflexion du groupe de travail sur les vocabulaires normalisés.

Ma candidature au Bureau du Conseil exécutif de l'ICOM en tant que **membre ordinaire** est motivée par le souhait d'y représenter la France, le français et le comité français qui est l'un des deux plus importants comités nationaux de l'ICOM en nombre de membres. Le rôle de la France sur les destinées de l'ICOM est bien connu depuis sa création, tant pour sa participation historique que financière.

André Desvallées

Si l'on m'interroge sur les raisons de ma candidature au bureau de l'ICOM International et plus précisément au poste de **trésorier**, je me trouve plusieurs niveaux de raisons pour justifier cette candidature.

La première est d'ordre personnel, même si elle rejoint les autres, d'ordre collectif. En effet, si je n'oserais avancer que j'ai connu l'ICOM dès le berceau, je peux assurer que, depuis plus de trente-cinq ans que je travaille dans les musées, je baigne aussi dans l'ICOM, car, lorsque je suis entré au Musée national des Arts et Traditions populaires, au début de 1959, Georges Henri Rivière, qui en était le responsable, était également directeur de l'ICOM dont le siège se trouvait alors situé rue Franklin, à deux pas du Palais de Chaillot qui abritait le Musée des Arts et Traditions populaires. Comme mon directeur partageait son temps entre ses deux activités, il arrivait parfois que les rendez-vous et les lieux de réunion de travail se mélangeassent entre ses deux bureaux, si bien que j'ai fait très vite la connaissance du cadre de travail, des personnels et surtout des problèmes de l'ICOM. Et cela avant de devenir membre de notre organisation et bien avant de me présenter aux élections de notre bureau national (ce que je fis seulement, pour la première fois, en 1980, dès lors que mon affectation à l'Inspection générale des musées me permit d'avoir un emploi du temps souple, avant de me retrouver membre de droit, en 1984, en tant que représentant du musée du Conservatoire national des Arts et Métiers, et d'être à nouveau élu en 1989).

Mais tout autant que mon intégration dans la structure nationale, cette imprégnation personnelle des activités de l'ICOM m'a instinctivement conduit à un engagement plus grand dans ses instances de réflexion, si bien que, lorsque je pus envisager de travailler dans un comité, ce fut à l'évidence le comité pour la Muséologie (ICOFOM) que j'ai choisi, celui qui m'apparaissait comme traitant le plus transversalement les questions qui se posent dans les musées, comme le faisait Georges Henri Rivière dans toutes ses activités : questions pratiques de réalisation, certes, mais aussi questions théoriques de conception du musée. Je participe d'autant plus assidûment à ces activités que je suis membre de son bureau – successivement secrétaire, vice-président, simple membre et, de nouveau, vice-président.

Mais cette connaissance des problèmes et l'approfondissement que j'ai pu en faire depuis quinze ans dans le cadre d'ICOFOM m'ont aussi conduit à une double prise de conscience du besoin de m'engager encore plus profondément au sein de la structure internationale. La première raison est le rôle fondateur qu'ont eu les musées français dans la fondation de l'ICOM, en 1946, et la continuité de leur action au sein du bureau laquelle n'a été interrompue que récemment. C'est en effet cette présence régulière – quoique discrète, puisqu'il n'y eut en cinquante ans que deux présidents français (Georges Salles et Hubert Landais) – qui a permis de ne jamais interrompre l'aide financière apportée par la France à notre organisme international (près de la moitié du budget de fonctionnement de l'ICOM provient en effet des subventions de la Direction des Musées de France et de la Réunion des Musées nationaux). Il ne semble pas indelicat de penser que la présence d'un trésorier français ne saurait être indifférente en ce domaine. On sait que l'ICOM manque de plus en plus de moyens réguliers et se trouve sans cesse devant cette alternative : ou bien réduire l'effectif de son personnel, ou bien procéder à des appels de fonds pour ne pas réduire les services qu'il a vocation de donner.

L'autre raison, qui m'apparaît de plus en plus à mesure que j'approfondis ma connaissance de l'histoire de l'ICOM et de ses textes fondamentaux, touche à la ligne politique de notre organisation. En effet, l'évolution qu'on y sent poindre imperceptiblement peut sembler inquiétante à ceux qui tiennent à ce que les musées restent des établissements culturels « au service de la société et de son développement » dans une optique non lucrative de service public, en une époque où, sous l'influence de l'idéologie économique dominante, ils se laissent parfois trop séduire par les tentations du « grand diable d'argent ». Cet argent semble planer de plus en plus comme un nuage oppressant sur la tête de leurs responsables administratifs, comme il plane sur celle de la plupart des institutions culturelles, menaçant de les transformer en institutions commerciales, non seulement dans leur mode de gestion, mais aussi dans leurs finalités. Il est bien évident que cette orientation est tout à l'opposé du combat que j'ai toujours mené, dans l'ICOM et ailleurs, notamment en défendant une nouvelle muséologie, et je pense qu'il est nécessaire de la maintenir.

Puis-je me permettre d'ajouter une dernière raison. Plus je travaille sur la muséologie, plus je lis de publications françaises et étrangères, et plus je prends conscience de la difficulté de se comprendre, dans le monde des musées comme ailleurs. Le barrage de la langue est évidemment capital, mais il n'est pas le seul et se trouve fortement renforcé par l'absence de communication. Les francophones ne lisent pas toutes les publications faites en anglais et en d'autres langues. Les anglophones, pour la plupart, ne lisent rien d'autre que ce qui paraît en anglais. Mais surtout les bibliographies circulent mal et, encore plus déterminant, l'importation de livres d'origine étrangère est à la fois difficile et très coûteuse. De ce fait, même à l'affût de ce qui paraît, cela n'est qu'avec des mois et le plus souvent des années de retard que l'on peut avoir connaissance de certains textes, pourtant importants pour la progression de la discipline. J'ignore quelle est la bonne solution pour résoudre ce problème, mais, comme elle est sans doute aussi liée à une question financière, je voudrais m'y atteler sérieusement.

APPEL À CANDIDATURE

Nous avons reçu de Monsieur Edgar Pisani, Président de l'Institut du Monde Arabe, l'avis suivant afin d'en informer les membres du comité français.

Le poste de conservateur du Musée de l'Institut du Monde Arabe est disponible. Il s'agit d'un musée dans une maison de la culture, avec tous les avantages que comportent l'autonomie et l'appartenance.

Le conservateur, sans être nécessairement un spécialiste des arts arabo-islamiques, doit en avoir la curiosité. Il doit avoir la capacité de gérer un musée de taille moyenne, d'organiser des expositions dont les plus récentes démontrent l'écho qu'elles peu-

vent avoir, et de programmer, à moyen et long terme, des manifestations qui ont pour objet de faire connaître et comprendre la civilisation arabe.

Il ne s'agit ni tout à fait d'un musée des beaux-arts, ni tout à fait d'un musée des civilisations, mais d'un lieu où, par des voies complémentaires, la réalité arabe sera rendue accessible à un public qui est désormais nombreux et qui ne cesse de s'accroître.

En bref le poste requiert une grande ouverture, une capacité d'organisation et d'invention, car il s'agit souvent de dégager des regards nouveaux sur une civilisation ancienne et méconnue.

Ce poste est ouvert à tous les conservateurs du patrimoine. Ceux qui seraient intéressés peuvent adresser personnellement leur candidature à M. Edgar Pisani, Président de l'I.M.A., avant le 30 novembre 1994.

LE BUREAU FRANÇAIS ÉCRIT AU PRÉSIDENT DE L'ICOM

Mr Saroj Ghose
Président de l'ICOM
Director General
National Council of Science Museums
Block GN, Sector V
Bidhan Nagar
CALCUTTA 700.091, India

Cher Président,

Au cours des derniers mois notre Comité a reçu de nombreuses plaintes de membres actifs émus de rencontrer des difficultés pour participer en français aux travaux de certains comités internationaux. De même, plusieurs de ces comités ne publient plus leur bulletin qu'en anglais, ce qui est bien entendu contraire à nos statuts.

Pour ma part, j'ai été sollicité à plusieurs reprises par des présidents de comité de pays francophones s'inquiétant de cette grave dérive. Un exemple significatif nous en a été donné lors de la discussion portant sur le changement de nom du comité des Relations publiques à l'occasion de la dernière réunion du comité consultatif.

Croyez bien que notre objectif n'est pas de ranimer une vaine querelle avec nos amis anglophones. Nous pensons simplement que la diversité de langage est une des richesses de notre organisation et un garant de son universalité.

Un bon tiers des pays possédant un comité national appartient au monde francophone, des représentants d'autres pays s'expriment également en français. Nous devons tout faire pour maintenir cette situation par essence consensuelle.

C'est pourquoi je vous demande de bien vouloir inscrire ce point à l'ordre du jour des travaux du prochain conseil exécutif afin qu'un rappel solennel soit adressé à tous les responsables de l'ICOM. Il en va du bon fonctionnement et de l'harmonie de nos travaux.

Sachant combien vous œuvrez dans le sens d'une plus grande pluralité d'idées au sein de notre organisation, je ne doute pas de l'appui que vous voudrez bien apporter à cette demande.

Je vous prie de croire, Cher Président, en l'expression de mes sincères et dévoués sentiments.

*Jean-Yves Marin
Président*

Copie à :
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil exécutif
Monsieur le Président du Comité Consultatif
Monsieur le Président du Comité pour la Déontologie
Madame et Messieurs les Présidents des Organisations régionales
Madame le Secrétaire général de l'ICOM.

CONGRÈS 1994 ET ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU COMITÉ FRANÇAIS

*Les musées des départements français d'Amérique
Fort-De-France 14-18 novembre 1994*

- > Accueil – Présentations
- > Assemblée générale du comité français
- > Archéologie et fouilles sous-marines
- > Musées et politique des publics en Guadeloupe, Martinique et Guyane
- > Législation, conservation et restauration en milieu tropical
- > Coopération et développement des musées dans les Caraïbes



BULLETIN D'INSCRIPTION

à retourner impérativement avant le 15 octobre 1994 à : ICOM - France
6, rue des Pyramides 75041 Paris Cedex 01 Tél. 40 15 36 48 – Fax : 40 15 06 54

| | |
|--|--|
| Nom : _____ | Hôtel choisi : Squash hotel/Cluny Paradis/LaFayette Chambre double/chambre simple (barre les mentions inutiles) |
| Prénom : _____ | Nuits du _____ au _____ inclus (à régler sur place) |
| Adresse : _____ _____ _____ | * J'organise moi-même mon voyage-avion : OUI / NON |
| Téléphone : _____ | * Je choisis le voyage proposé par ICOM-FRANCE : OUI / NON |
| Accompagné(e) de : (_____) personne(s) | Voyage-avion AOM : ci-joint chèque de _____ F (2985 F par personne) |
| Frais d'inscription : ci-joint chèque de _____ F (500 F par personne) | Départ le : _____ Retour le : _____ Date _____ Signature _____ |

APPEL À COLLABORATION

Connaître, conserver, transmettre les techniques et savoir des métiers, pour la mise en place d'un réseau européen

Tours de mains, savoir-faire, « métiers » de l'artisanat et même parfois de l'industrie sont parties intégrantes des cultures professionnelles, des cultures techniques, des cultures locales. De plus en plus souvent ils sont considérés comme des éléments du patrimoine culturel. A ce titre ils sont observés, analysés et parfois manipulés car ils sont des enjeux pour les acteurs du développement local. Ils seront alors revalorisés, mis en scène, et surtout conservés parce qu'ils participent à la contribution des images de marque des entreprises et des régions et aussi parce qu'ils contribuent à la restauration du patrimoine matériel, à la création artistique et surtout à la production de produits de qualité recherchés à ce titre par un public de plus en plus nombreux.

Un laboratoire du Centre National de la Recherche Scientifique, aidé en cela par la mission du Patrimoine ethnologique du ministère de la Culture et de la Francophonie et par le musée national des Arts et Traditions populaires, lance une étude sur les modalités de conservation active de telles techniques. Il s'agit de mieux comprendre comment des organismes comme des entreprises, des musées, des écomusées, des centres de formation spécialisés contribuent à maintenir et donc transmettre les savoirs de métiers qui, dans le contexte technique, économique et social et de nos sociétés, sont menacés de disparition.

Un premier repérage¹ des expériences menés par des conservatoires, des ateliers musées, des écomusées en France permet d'émettre quelques hypothèses sur la spécificité des modalités de transmission/conservation de techniques qui vont du bâtiment au textile en passant par les arts du feu ou l'agro-alimentaire.

Il doit se poursuivre au niveau européen afin de diffuser les expériences de conservation et surtout faire connaître et, pourquoi pas circuler, des techniques et des hommes tant il est vrai que l'histoire de nombreux métiers s'est écrite à l'échelle de l'Europe.

Un tel objectif ne pourra être atteint sans la coopération de tous ceux qui ont connaissance d'expériences de protection des savoir-faire. Nous vous remercions donc vivement de les signaler aux responsables de cette étude.

Contacts :

Arnauld Martin, Centre d'ethnologie française, musée national des Arts et Traditions populaires, 6 route du Mahatma Gandhi, 75116 Paris, fax 44 17 60 60,

et Denis Chevallier, Mission du patrimoine ethnologique, 65 rue de Richelieu, 75002 Paris, fax 40 15 87 33

PREMA : APPRENDRE À ENSEIGNER ... AILLEURS

Échanges internationaux, spécialistes envoyés pour organiser des séminaires et des cours à l'étranger, musées français accueillant des stagiaires étrangers. Autant d'occasions de transmettre des connaissances et aussi d'apprendre.

Les expériences accumulées par l'ICCROM, grâce à ses programmes de formation – et en particulier au programme PREMA

1990-2000 – peuvent aider à rendre plus profitables ces moments d'échanges que peuvent marquer une vie professionnelle.

En 1986, une étude entreprise par l'ICCROM auprès de 61 musées d'Afrique sub-saharienne révèle que 50 % des musées n'ont pas dressé d'inventaire de leurs collections et que 80 % ont leurs réserves surencombrées. Leurs collections comptent en moyenne 60 % d'objets en bois et sont donc particulièrement victimes des insectes et du climat. Enfin, à l'exception des directeurs, 75 % du personnel des musées n'a pas achevé ses études secondaires.

L'ICCROM répond à cette situation en lançant, après une phase pilote de 4 ans, un programme de formation et d'assistance technique de 10 ans, qui prend le nom de PREMA 1990-2000 (Prévention dans les Musées d'Afrique). Les objectifs du programme PREMA sont la sauvegarde des collections muséales sub-sahariennes et la création d'un réseau de professionnels africains, lesquels puissent assumer la responsabilité de la conservation du patrimoine mobilier et de la formation future. Ces objectifs sont en cours de réalisation grâce à 5 éléments : des cours universitaires internationaux de 9 mois destinés à encourager le développement des carrières de la conservation, des cours nationaux de 3 mois servant à démontrer par la pratique les bénéfices de la conservation préventive, des séminaires régionaux intensifs s'adressant aux directeurs de musée pour les impliquer dans l'ensemble du processus, des activités de formation des formateurs pour les participants aux cours et, enfin, une assistance technique prêtée aux musées d'Afrique sub-saharienne. Toutes les activités de formation se font alternativement en français et en anglais.

Une des clés de voûte de PREMA est une réunion bisannuelle de mise au point qui fournit l'occasion aux partenaires de planifier, développer et améliorer les éléments du programme pour satisfaire l'évolution des besoins et de la réalité de la conservation ainsi que des ressources humaines en Afrique. La 4^e réunion de révision, qui a lieu en septembre 1994, a été consacrée essentiellement au développement du réseau d'enseignants en Afrique et à leurs outils didactiques.

Quand a eu lieu à Rome en 1986 le cours universitaire pilote pour 12 professionnels de musées représentant 11 pays africains, moins de 5 % de l'équipe enseignante et du personnel de coordination venait d'Afrique. Aujourd'hui on est passé à 40 % et l'objectif pour 1999 est de 80 %. Il est évident que la responsabilité à la fois pédagogique et administrative de PREMA doit être transférée de l'ICCROM à ses partenaires en Afrique. Il faut pour cela que la quantité des formateurs soit à la hauteur de leur nombre. Pour parvenir à cet objectif final, l'ICCROM a parcouru 5 étapes :

1. Depuis le début, la collaboration avec l'Université de Paris I-Sorbonne et l'Université de Londres-UCL a garanti le haut niveau des études grâce à la création d'un diplôme spécial de conservation préventive pour le cours universitaire de 9 mois.

2. Des cours de communication ont été incorporés au cours universitaire dans le but de forger et d'améliorer les capacités de planification et de formation de tous les participants.

3. Dès les premiers cours PREMA, les participants ayant des qualités pédagogiques ont été repérés et réintégrés en tant qu'assistants ou coordinateurs de cours et d'activités successifs, afin de développer leurs compétences. Sur 72 participants au cours universitaire provenant de 31 pays, 22 ont été réinsérés dans des équipes de formation/coordination des activités PREMA.

4. En 1993, le premier atelier de formation des formateurs a réuni 6 anciens participants/professeurs associés et 4 des professeurs principaux afin d'améliorer et d'harmoniser la qualité de la démarche pédagogique et le matériel didactique.

(1) Denis Chevallier et Arnauld Martin (ed.), 1994, Connaître, conserver, transmettre les techniques et les savoirs de métiers, conservatoires et musées en France, 32 fiches pour préfigurer un répertoire des organismes de conservation active des techniques en Europe, Paris, Mission du patrimoine ethnologique et musée national des Arts et Traditions populaires, ronéo, 82 p.

5. Les « néo-enseignants » africains ont travaillé en équipe avec des professeurs expérimentés pour assurer l'enseignement du cours universitaire PREMA 93. Ensemble ils ont planifié, coordonné, donné et évalué leurs cours. Plusieurs sont prêts à assumer la responsabilité de futurs cours.

Fait de son expérience de plus de 30 ans dans le domaine de la formation, l'ICCROM est conscient depuis longtemps du défi que représente pour les enseignants et les participants le fait d'enseigner et d'apprendre dans des environnements différents et au sein de groupes cibles hétérogènes. Ce défi a été encore plus ressenti lorsque l'an passé, après 5 sessions du cours universitaire PREMA à Rome, ce dernier a été transféré au Centre d'Études en Muséologie à Jos, au Nigéria. Cette expérience a souligné le besoin d'adapter le matériel et d'adopter une démarche flexible d'enseignement.

Elle a mis en lumière plusieurs aspects de la pédagogie :

1. **L'équipement** : l'ICCROM n'a jamais eu une approche « high tech » envers la conservation en Afrique. Ainsi, dans le programme d'assistance technique, l'utilisation des matériaux disponibles sur place a toujours été encouragée. Néanmoins, à travers des programmes de formation, nous fournissons l'équipement et le matériel de base pour les exercices et les travaux pratiques. Or, dans la première partie du cours à Jos, virement de fonds bloqué ajouté au matériel non livré ont obligé les premiers enseignants à improviser avec ce qui était disponible. La situation de frustration vécue alors par les enseignants invite à une remise en question des outils et des méthodes : devons-nous continuer à nous servir d'un matériel didactique bien connu et efficace pour les démonstrations et les travaux pratiques, même s'il n'est pas disponible sur place, ou devrions-nous recueillir plus d'informations sur le contexte local afin de mettre au point un matériel didactique plus approprié et surtout réutilisable ou reproductible par les futures équipes d'enseignants africains ?

2. **Supports pédagogiques** : Le problème des supports pédagogiques a deux aspects : un aspect pratique – comme la fiabilité des sources d'énergie ou la disponibilité de l'équipement – et un aspect culturel, c'est-à-dire celui de la pertinence de ces supports par rapport aux divers environnements culturels. Par exemple, à cause des coupures fréquentes de courant à Jos, il a fallu trouver une alternative au rétroprojecteur et aux diapositives, comme le tableau à feuilles mobiles et le tableau noir. Parfois l'équipement peut être trouvé et acheté sur place : c'est le cas des ordinateurs et des magnétoscopes, mais leur prix d'achat et le coût de leur maintenance incitent à trouver ou à élaborer des techniques plus « raisonnables ». Du point de vue de la « pertinence culturelle », nous avons relevé le besoin évident d'étudier une alternative à certains supports. Les diapositives, par exemple, du fait de leur utilisation presque systématique dans l'enseignement, peuvent sembler universellement « idéales ». Pourtant elles ne transmettent pas forcément le message voulu, avec l'efficacité voulue, dans toutes les cultures. Les participants du cours à Jos, dans leur évaluation du cours, ont suggéré d'intensifier l'utilisation de situations et d'objets réels et de compléter les exemples locaux par des simulations de situations réelles ou des reproductions des objets (utilisées d'ailleurs souvent en Afrique, dans le cadre des programmes éducatifs des musées).

3. **Dynamique pédagogique** : En organisant les cours universitaires PREMA à Rome, l'ICCROM a essayé avec un certain succès de créer un environnement où l'élément multiculturel soit non seulement pris en compte mais encore utilisé pour enrichir le

savoir de la conservation. Cette nouvelle démarche impliquait l'exploration des différences culturelles et non pas seulement leur acceptation. L'ICCROM s'est également efforcé de minimiser le « conflit culturel » entre les participants ainsi qu'entre participants, organisateurs et enseignants, au moyen de programmes d'orientation et de soutien systématique. Nous pensions à tort que cet aspect aurait moins d'importance en Afrique car tous les participants se trouveraient dans un contexte plus familier que lorsqu'ils séjournent à Rome. Il est apparu au contraire que, quel que soit l'endroit, lorsqu'on réunit des personnes ayant une histoire culturelle différente, et en particulier dans le contexte de la conservation des biens culturels, « intégrer leurs différences » peut être une source de bénéfices.

4. **Environnement pédagogique** : Lorsqu'il a été décidé en 1992 d'organiser le cours PREMA au Nigéria, rien ne laissait prévoir que 1993 serait pour ce pays une année d'instabilité politique se traduisant par des grèves, de violentes manifestations et trois changements de gouvernement. Tandis que les participants semblaient en sécurité à Jos, trois enseignants n'ont pas réussi à se rendre au Nigéria. A la dernière minute, nous avons pu assurer le cours grâce tout à la fois aux professeurs associés et à un système d'enseignement à distance. Pour être en mesure, à l'avenir, de faire face à ce genre de situations, nous voudrions mettre au point du matériel pour toutes les sections du cours ainsi que les instructions pour leur utilisation. Ce serait une garantie de continuité et faciliterait la tâche des enseignants plus jeunes et moins expérimentés en les encourageant à prendre le relais tout en maintenant la qualité du cours.

Alors que l'ICCROM et d'autres organisations nationales et internationales répondent à la demande de conservation dans certaines parties du monde où leur expérience est limitée, il est impératif de procéder à l'évaluation des méthodes et des démarches d'enseignement de la conservation. Il est probablement encore plus important que nous nous souvenions que nos objectifs, au-delà de la formation et du développement de programmes de formation, sont de créer ces programmes de formation avec les professionnels locaux, de motiver et d'équiper ces mêmes réseaux professionnels en vue du développement et de la gestion des programmes qui en résulteront.

Le programme PREMA 1990-2000 a organisé :

- 6 cours universitaires de 9 mois qui ont été suivis par 72 membres du personnel des musées africains ;
- 5 cours nationaux ont été organisés au Ghana, Côte d'Ivoire, Zambie, Bénin et Madagascar ;
- 5 séminaires régionaux auxquels ont participé plus de 50 directeurs de musées ont eu lieu au Niger, Zambie, Mali, Nigéria et Madagascar.

Au total, ce sont plus de 250 professionnels africains qui ont suivi l'un ou l'autre des éléments du programme. A ce jour, 10 % d'entre eux ont été formés spécialement et insérés dans l'équipe d'encadrement. Le réseau ainsi formé se communique par un bulletin de liaison.

Plus de 16 organismes et institutions financent le programme dont le Ministère français de la Coopération, la Fondation Dapper et la Fondation Elf.

*Terry L. Little, Responsable de Communications de
PREMA/ICCROM*

*Catherine Antomarchi, Coordinatrice du Programme
PREMA/ICCROM*

PREMIERE RENCONTRE DES PROFESSIONNELS DES MUSÉES DE PAYS ARABES

(AMMAN, JORDANIE, 26-30 AVRIL 1994)

Sous le titre « Musée, civilisation et développement », cette première rencontre a réuni plus de 80 participants venus de 18 pays du Maghreb, du Proche-Orient et du Golfe ainsi que des représentants de grandes organisations internationales et de fondations privées. Cette manifestation se déroulera sous forme de trois ateliers de deux séances plénières permettant un large échange de vues entre professionnels des musées et décideurs politiques et économiques.

Les thèmes retenus pour les ateliers étaient les suivants :

- Rôle des musées et du personnel de musée
- Gestion des collections
- Recherche, déontologie et législation.

Il est très vite apparu qu'au travers des spécificités des thèmes abordés, un ensemble de préoccupations communes se faisait jour. Si certaines ont un caractère universel formant ce que l'on pourrait appeler le « cadre éthique » de la profession, d'autres relèvent de particularités régionales qui ne concernent parfois que telle ou telle partie du monde arabe.

Il n'est pas dans mon propos de résumer un débat d'une semaine où se sont côtoyés des représentants de haut niveau de la quasi-totalité des pays d'une des grandes régions du monde – ce sera l'objet des Actes – mais simplement de relever quelques points forts, montrant la cohérence de ces travaux et les possibilités ouvertes à court comme à long terme.

Au titre des préoccupations d'ordre général, on peut citer la nécessité d'une formation appropriée du personnel de musée, jusqu'ici plus répandue, et qui doit s'étendre à l'ensemble des professions désormais nécessaires à la gestion du musée. A cet égard, deux tendances sont apparues ; l'une optant pour la création de centres régionaux de formation (la réactivation des centres existants tel que celui de Bagdad étant largement souhaitée), l'autre favorisant plutôt l'introduction de cours et de séminaires en muséologie au sein de l'enseignement universitaire. En ce domaine, la collaboration des experts de l'ICOM investis dans les Comités Internationaux spécialisés a été demandée.

Le rôle du musée en tant que principale institution de préservation du patrimoine a été réaffirmé. La coopération régionale et internationale pour la mise en commun des compétences et des moyens nécessaires au développement d'une politique de coopération préventive doit être mise en place. Dans cet esprit, l'impact parfois négatif du tourisme qui concerne de plus en plus de pays arabes devra être soigneusement étudié.

Autre point fort des débats, la nécessité de constituer au plus vite des inventaires de collections pour les chercheurs mais surtout pour lutter contre le trafic illicite des biens culturels.

Sur le plan législatif, il apparaît que certaines réglementations du patrimoine arabe ignorent le rôle du musée dans ces missions de sauvegarde. La volonté de mettre en place un cadre juridique qui définit et précise les fonctions et missions du musée ainsi que l'urgence de l'élaboration du statut du musée précisant les attributions du personnel et fixant toute autre disposition inhérente au bon fonctionnement de l'établissement se fait sentir. Pour cela, le soutien des actions de l'UNESCO par l'incitation aux pays signataires des conventions internationales à respecter leurs engagements apparaît prioritaire. Nombre de ces problèmes sont communs à bien des musées du monde et doivent trouver des réponses appropriées par la confrontation des expériences. Le travail effectué en Inde au cours des dernières décennies pour faire du musée un outil pédagogique

en zone rurale ou encore les réflexions actuelles sur l'autonomie des musées en Afrique sont des outils de réflexion qui peuvent servir dans le monde arabe. Les efforts conjoints de l'UNESCO et de l'ICOM dans la lutte contre le trafic illicite au Cambodge sont également transposables dans d'autres régions du monde.

Plus spécifique apparaît la réflexion sur l'existence même de la notion de musée, concept relativement récent dans le monde arabe, que certains n'ont pas hésité à qualifier d'« étranger à notre conception du monde et à notre relation avec notre histoire antérieure à l'islamisation et à l'arabisation ».

Les risques d'une dérive du discours historique tel qu'on a pu le voir au lendemain de la colonisation ont montré la difficulté de mettre en valeur une identité riche et complexe. Certains musées apparaissent encore comme héritiers de la période coloniale et devraient être adaptés pour mieux répondre aux exigences actuelles des sociétés arabes.

Les intervenants ont aussi pris en compte le fait que les musées de la région sont le plus souvent appréhendés par les décideurs comme vitrines culturelles destinées aux étrangers. Cette vision réductrice ne prend pas en compte les aspirations des citoyens dans la reconnaissance de leurs identités. Le musée doit apparaître comme un espace privilégié de confrontation transculturelle où se superposent les diverses civilisations depuis les plus lointaines origines. Ainsi plus que tout autre discours il inspirerait des perspectives de tolérance.

Débat fondamental, quotidien, urgent ! C'est là le plus grand mérite de cette Rencontre que d'avoir montré la richesse et la diversité d'expériences en cours, mais aussi de mesurer le peu de communications et le manque d'information inter-arabe.

En ce domaine, l'ICOM s'est engagé à apporter son savoir-faire par la mise en place d'un réseau de comités nationaux devant aboutir à la création d'une organisation régionale. Aux réalisations de demain on mesurera le véritable impact de la Rencontre d'Amman.

Jean-Yves Marin

AU BONHEUR DES ENFANTS

Le 30 mai 1994 s'est tenue, au Musée des Tissus et des Arts Décoratifs de Lyon, la deuxième journée de réflexion sur les pratiques muséales des personnes handicapées dans les musées, organisée par le Programme France de Handicap International.

Cette journée faisait suite à la première journée d'information : le musée sort de sa réserve (11 mai 1993, Musée de la Civilisation gallo-romaine, Lyon), dont le thème général était l'accueil des personnes handicapées dans les musées.

AU BONHEUR DES ENFANTS a été l'occasion pour les organisateurs de recentrer le thème de l'accueil des personnes handicapées dans les musées sur la problématique plus particulière des pratiques culturelles des jeunes aujourd'hui et des animations à destination du jeune public handicapé dans les musées. Cette question est, en effet, au cœur de l'activité de la plupart des services d'action culturelle des musées.

Plus de 150 professionnels des musées de toute la France (conservateurs, responsables de services d'action culturelle, médiateurs du patrimoine) ont suivi les deux séances plénières et les ateliers de travail.

Balayer largement le champ des animations à destination du jeune public handicapé, le resituer dans l'activité générale des services d'action culturelle et des pratiques culturelles des jeunes aujourd'hui, telle était l'ambition de cette journée. Des interventions sociologiques, statistiques et culturelles ont permis d'aborder toutes les problématiques en jeu : accès à la culture du jeune public en Europe, jeune public et musées, quels publics pour quelles animations, comment financer la mise en place d'animations, comment partir des sens pour créer du sens, ...

Les participants ont pu également échanger leurs expériences lors des travaux en ateliers autour de trois axes :

- les éléments préalables à la conception d'animations à destination du jeune public handicapé,
- la synthèse des animations spécifiques pour ce public,
- rencontrer l'enfant et l'adolescent handicapé.

Un manuel à l'attention des services d'action culturelle des musées est publié à l'automne 94.

Il a pour objectif de recenser les actions les plus innovantes en matière d'animation et de donner des éléments pour la mise en place d'animations où le jeune public handicapé peut participer.

Un répertoire des musées proposant des animations à destination du jeune public handicapé permettra aux responsables des services d'action culturelle de rentrer facilement en relation avec les conservateurs et les médiateurs du patrimoine les plus expérimentés.

Le Programme France de HANDICAP INTERNATIONAL prépare un colloque international pour juin 1995, sur ce thème : CRÉER, RECRÉER LE MUSÉE : mémoire, patrimoine et création, le rôle des personnes handicapées dans les musées.

Ce colloque international de trois jours se déroulera dans un musée de la région Rhône-Alpes. Il aura pour objectifs de permettre aux professionnels des musées de dresser le bilan des programmes spécifiques d'accès des personnes handicapées dans les musées, de dégager les éléments essentiels de la médiation et les enjeux d'une participation active des personnes handicapées à l'ensemble des activités muséales, de faciliter la mise en place d'un réseau international d'échange d'informations concernant ces projets.

Pour tous renseignements complémentaires :

Françoise DUFRENEY, HANDICAP INTERNATIONAL, Programme France/Actions Musées, Tél. : 78.69.79.79, poste 804.

Actes de la journée LE MUSÉE SORT DE SA RÉSERVE Vol. broché 21 x 21, 136 pages, 100 F TTC + 20 F pour frais d'envoi.

Cassette vidéo de présentation de la journée

AU BONHEUR DES ENFANTS avec des interventions de Claude GILBERT (DMF), Françoise REYNETTE (Musée en herbe), Béatrice GRAND-CHAMP (Musée du Louvre),

Cassette vidéo disponible en français et en anglais 70 F TTC + 20 F frais d'envoi.

Commandes et renseignements à Handicap International, service des ventes, ERAC, 14 avenue Berthelot, 69361 Lyon cedex 07.

LE MUSÉE ET LES COMMUNAUTÉS CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ICOM DE 1995

Pour le Comité organisateur - Harald Mehus Kräutler
Directeur du projet, ICOM 1995

Comme chacun le sait, la XVII^e Conférence générale de l'ICOM se tiendra à Stavanger, Norvège, du 2 au 7 juillet 1995. Elle aura pour thème Le Musée et les communautés.

Ce thème touche des caractéristiques très fondamentales de la philosophie et de la pratique muséales, à savoir les relations et l'adéquation des musées avec leur société respective. Vu son caractère assez général, le Comité organisateur a choisi de débattre de quelques sujets connexes précis. Ces derniers se rapportent aux relations entre la communauté et les communautés qui semblent concerner à la fois les grandes et les moins grandes institutions. Au cours des sessions plénières des deux premiers jours de la Conférence générale, nous voulons traiter les points suivants par des discours liminaires sur :

1. Le rôle des musées dans les nations en cours de désintégration

Les relations communauté/communautés peuvent s'appliquer aux musées de pays en cours de désintégration où un État national

se divise en plusieurs petites nations, entraînant un changement de plusieurs communautés en une seule communauté. Ce processus de scission est, le plus souvent, précédé d'un vaste bouleversement, de haine et de violence détruisant le tissu de comportement culturel et de tolérance. Poussé à l'extrême, il peut en résulter une intolérance de diverses opinions et un nettoyage ethnique.

La compréhension interculturelle n'est pas seulement nécessaire entre cultures « développées » et cultures indigènes, mais aussi entre cultures « développées » en Europe par exemple, où la capacité militaire destructrice peut être terriblement puissante. Les musées ont-ils un rôle à jouer dans l'établissement ou le maintien de la compréhension et de la tolérance interculturelles nécessaires dans de telles situations ?

2. Création d'une identité nationale - le rôle des musées

Les relations communauté/communautés peuvent s'appliquer aux musées de pays en développement et aux nouveaux États en train de constituer une identité nationale et culturelle commune par leurs musées. Fait surprenant, de nombreuses nations jeunes ont adopté une devise soulignant l'identité nationale. Ceci peut exprimer le désir de passer de plusieurs à une seule communauté, de transformer des groupes naguère indépendants en groupes culturellement divers au sein de la culture nationale dominante.

3. Les musées et la diversité culturelle : cultures autochtones et dominantes

Les relations communauté/communautés peuvent s'appliquer aux nations voulant instaurer l'équité entre une culture dominante et la culture d'une population autochtone. Le statut des cultures autochtones varie considérablement dans le monde. Nous avons vu, ces dernières années, des exemples de la manière selon laquelle des musées ont activement fait participer des groupes indigènes dans la présentation de leur culture et aussi comment des groupes indigènes ont créé leurs propres musées.

4. Musées et diversité culturelle : les nouveaux défis

Les relations communauté/communautés peuvent aussi illustrer les nouveaux défis et possibilités auxquels sont confrontés les musées qui considéraient auparavant leur public comme un groupe homogène. De nombreux musées réalisent maintenant que leur public est constitué de nombreux groupes d'ethnies, d'âges et d'intérêts différents. Cet aspect a été traité de différentes manières, ces dernières années. Nous donnerons des exemples d'expérience acquise par des projets muséaux auxquels de nouveaux groupes de visiteurs ont participé activement.

5. Le musée d'une seule communauté

Les relations communauté/communautés peuvent être considérées comme l'expression des différents rôles joués par les musées nationaux représentant la communauté dans son ensemble et les petits musées représentant les communautés locales. On peut bien sûr choisir l'approche contraire : les musées nationaux représentent diverses communautés et les musées locaux se rapportent à une seule.

De nombreux musées norvégiens sont des institutions locales, établies par leur communauté respective afin de préserver leur patrimoine culturel spécifique. La population locale a souvent développé un fort sentiment de propriété pour son musée. Les musées, par ailleurs, sont caractérisés par la participation directe et active de la population et par des liens étroits avec d'autres institutions ou groupes exerçant dans le domaine culturel. Les sociétés historiques locales ont collaboré à ce type de travail lié aux musées et elles continuent de le faire, aidant ainsi à renforcer l'identité culturelle et la prise de conscience par la population de sa propre histoire.

Le Comité organisateur veut montrer comment un tel musée peut se rapporter à sa communauté, en partie parce que c'est une caractéristique de la scène muséale norvégienne, et en partie parce que la grande majorité des musées du monde sont de petites institutions locales créées pour servir une communauté précise. Nous espérons que cette approche s'avèrera intéressante pour la plupart des membres de l'ICOM et nous attendons avec intérêt de fertiles débats sur ce thème pendant toute la Conférence.

Adhérer à l'ICOM

C'est rejoindre 10 000 professionnels de 120 pays agissant au sein de 25 comités thématiques internationaux

Le Comité national français est l'un des premiers comités de l'ICOM avec plus de 1 000 adhérents.

Continuer de le renforcer n'est pas seulement contribuer à la vitalité de l'ICOM et au développement de la culture française, c'est aussi permettre à de nouveaux collègues de bénéficier de structures :

- de réflexion sur leur thématique, mais aussi des domaines interdisciplinaires,
- de rencontre avec des professionnels de tous les secteurs d'activité des musées, de France et de l'étranger.

Informez vos collègues des activités de l'ICOM et de celles de ses Comités.

Diffusez la Lettre du Comité national français et invitez, en particulier les nouveaux collègues, à rejoindre l'ICOM.

Adressez vos adhésions au secrétariat du

COMITÉ NATIONAL FRANÇAIS DE L'ICOM

6, rue des Pyramides

75041 PARIS Cedex 01

Tél. : 40.15.36.48 Fax : 40.15.06.54